

**Politique migratoire - Entretien de  
Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes,  
avec "RMC"**

(Paris, 29 juin 2018)

Q - En direct, Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, bonjour.

R - Bonjour Jean-Jacques Bourdin.

Q - Merci d'être avec nous ce matin Nathalie Loiseau. Nous venons d'entendre François Gemenne, c'est vrai que c'est une avancée pour l'Europe, une avancée importante. Ces centres d'accueil seront donc créés dans les Etats européens, sur une base volontaire. Est-ce que la France ouvrira certains de ses centres d'accueil ?

R - Ce qui s'est passé hier soir, cette nuit, c'est que nous avons réaffirmé l'importance de solutions européennes et coopératives pour faire face au défi migratoire. Cela signifie quoi ? Cela signifie que nous allons surtout lutter contre le départ et contre les passeurs qui font risquer leur vie à des migrants et demandeurs d'asile en traversant la Méditerranée. L'objectif, c'est évidemment de mettre fin à ces traversées hasardeuses. Mais le principe sur lequel nous nous sommes mis d'accord, c'est qu'en cas d'arrivée sur le territoire européen n'importe où, en Italie, à Malte, en Espagne, dans les lieux de première arrivée parce que c'est là où arrivent les bateaux, le but n'est pas qu'ils fassent 5 jours de mer, si on arrive en Italie on arrive en Europe et la solidarité européenne s'exerce immédiatement.

Q - Cela veut dire quoi, cela veut dire que le dispositif Dublin disparaît, on est bien d'accord ?

R - Non, cela veut dire que nous en gardons les principes, c'est-à-dire responsabilité du pays de premier accueil et solidarité européenne. Mais nous révisons ce régime parce que nous voyons bien depuis 2015 qu'il s'est essoufflé, qu'il ne fonctionne pas bien, que personne n'en est satisfait. Et donc nous avons une clause de révision d'ici octobre, mais sans attendre nous mettons en place ces centres. Cela veut dire que l'Europe est présente au plus près des pays de première entrée, là où cela se passe avec beaucoup plus d'argent.

Q - Alors ces centres Nathalie Loiseau, je vais venir au financement, ces centres seront donc créés en Europe, dans des pays volontaires pour l'ouverture de ces centres, on est bien d'accord ?

R - C'est le bon sens, nous ne forçons pas un pays à accueillir un centre.

Q - Est-ce que la France ouvrira de tels centres ?

R - La France est rarement un pays de première arrivée, sauf par avion. Nous avons un certain nombre de gens qui arrivent parce qu'ils n'ont pas besoin de visa. Vous le savez, la première nationalité ce sont les Albanais et la question qui se pose c'est : à quel moment ils demandent l'asile. Les pays de première arrivée ce n'est pas la France, géographiquement ce n'est pas la France.

Q - Oui mais vous ne répondez pas à ma question. Est-ce que la France ouvrira ses centres d'accueil, oui ou non ?

R - Ce n'est pas forcément la question, c'est pour ça que je n'y réponds pas.

Q - Si c'est la question, pardonnez-moi de vous dire, que pensent ceux et celles qui nous écoutent ? On nous dit "on va ouvrir des centres d'accueil dans plusieurs pays d'Europe et notamment les centres d'accueil où arrivent ces réfugiés", donc la France n'ouvrira pas de centres d'accueil puisqu'aucun réfugié n'arrive sur ses côtes ?

R - Aucun réfugié n'arrive sur ses côtes puisqu'on n'a pas revu le principe...

Q - Donc la France n'ouvrira pas de tels centres d'accueil !

R - Mais la France va participer activement à la solidarité.

Q - Oui, financièrement.

R - Comme nous l'avons fait à Valence, pas seulement, avec des équipes qui viennent examiner les demandes d'asile, avec des experts. Le soutien va être sans commune mesure avec ce qu'avait connu l'Italie jusqu'à présent par exemple, et qui avait fait que l'Italie s'était sentie abandonnée. Parce que jusqu'à présent, c'était à l'Italie de porter tout l'effort...

Q - Donc la France n'ouvrira pas de centres d'accueil !

R - La France n'a pas vocation à être un pays de première arrivée de navires, parce que la France est à 5 jours de mer.

Q - Donc elle n'ouvrira pas de centres d'accueil !

R - Il n'y a pas de raison a priori que la France soit un pays de première arrivée de bateaux,

nous n'avons pas dit que nous ne le ferions jamais.

Q - Donc il n'y aura pas de centres d'accueil !

R - La France n'est pas dans cette situation où des demandeurs d'asile arrivent massivement sur les côtes françaises.

Q - On est bien d'accord, donc elle n'ouvrira pas de centres d'accueil, disons clairement les choses, pourquoi ne pas le dire Nathalie Loiseau, ce n'est pas grave ?

R - Ce n'est pas cela, le sujet ce n'est pas qui va ouvrir les centres d'accueil.

Q - Si, ! Aussi.

R - Non parce que nous ne sommes pas un pays de première arrivée maritime.

Q - Cela j'ai compris, donc on n'ouvrira... comme on n'est pas un pays de première arrivée maritime, nous n'ouvrirons pas de centres d'accueil, j'ai compris. Autre chose, chaque pays... donc tous les pays d'Europe vont participer à l'effort, ça c'est bien cela ?

R - Solidarité européenne réaffirmée.

Q - Solidarité européenne réaffirmée, mais c'est plus difficile et François Gemenne nous en parlait, possibilité d'ouvrir des centres aussi hors des frontières européennes, c'est plus dur ?

R - À condition que les pays tiers soient volontaires. Nous ce que nous faisons, nous le faisons au Liban, nous le faisons en Jordanie, nous le faisons en Turquie et nous le faisons au Niger, c'est que nous examinons les dossiers de demandeurs d'asile potentiels ; et nous leur disons s'ils sont en besoin manifeste de protection. Dans ces cas-là, nous les réinstallons directement dans l'Union européenne. Nous leur évitons les risques de la traversée, nous leur évitons de tomber dans les mains des passeurs, nous détruisons le modèle économique des trafiquants d'êtres humains si vous voulez. Nous avons commencé à le faire en 2016 au Moyen-Orient et nous le faisons depuis l'année dernière au Niger. Nous encourageons les autres pays européens à faire la même chose. Mais cela ne peut se faire que dans des pays qui sont d'accord.

Q - Bien sûr. Le compromis pose comme principe également que tous les bateaux doivent respecter les lois, donc aussi les bateaux des ONG et ne pas interférer avec les opérations des garde-côtes libyens. C'était ce que voulait l'Italie entre autres.

R - C'était ce que voulait l'Italie et enfin, rappeler que le droit international s'applique en mer et notamment en mer Méditerranée, - j'allais dire c'est une évidence - mais dans quelques cas,

cela méritait d'être rappelé. Il y a eu des interrogations, il y a eu des doutes sur le fait que certains navires coupaient leur signal, ce qui pouvait laisser entendre qu'ils entraient dans les eaux territoriales libyennes, nous ne pouvons pas jouer avec cela. L'objectif ce n'est pas d'avoir des bateaux, ce n'est pas d'encourager les trafiquants d'êtres humains. Ceux qui sont demandeurs d'asile doivent pouvoir avoir l'asile en Europe sans devoir subir tout cela ; et ceux qui sont des migrants économiques doivent être prévenus des risques, doivent être prévenus des aléas, doivent être prévenus qu'ils n'ont aucune chance d'avoir l'asile en Europe, et doivent être raccompagnés dans leur pays d'origine dans la dignité, dans l'humanité, dans le respect de nos principes et dans le respect de nos valeurs. C'est ce que nous avons obtenu cette nuit, ceux qui voulaient faire triompher les égoïsmes nationaux, ceux qui maniaient les concepts contraires aux valeurs européennes ont perdu et c'est une bonne nouvelle.

Q - Merci beaucoup Nathalie Loiseau./.